

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



51374
Distr.
LIMITEE

E/CN.14/POP/60
29 mars 1972

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Deuxième réunion régionale de coordination
inter-institutions sur la population
Addis Abéba, 19-21 avril 1972

Deuxième réunion d'organisations non rattachées
à l'ONU qui s'intéressent aux activités
en matière de population menées en Afrique
Addis Abéba, 24-26 avril 1972

INFORMATIONS DE BASE

INFORMATION DE BASE

1. Introduction

Dans le cadre du présent document, on se limite à examiner certains des points inscrits à l'ordre du jour provisoire des deux réunions, à savoir les questions découlant de la première Réunion régionale de coordination interinstitutions sur la population et de la première Réunion d'organisations non rattachées à l'ONU qui s'intéressent aux activités en matière de population menées en Afrique, la coopération et la coordination interinstitutions et les questions découlant de la sixième session du Sous-Comité de la population du Comité administratif de coordination (CAC). Au titre du point 6 de l'ordre du jour les réunions seront saisies du rapport sur la première session de la Conférence des démographes africains qui contient également un bref aperçu des travaux de la Conférence africaine sur la population.

2. Questions découlant de la première réunion régionale de coordination inter-institution sur la population tenue les 11, 12 et 13 janvier 1971

La première réunion régionale de coordination interinstitutions sur la population s'est tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à Addis Abéba, les 11, 12 et 13 janvier 1971. Y ont participé les représentants du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation mondiale de la santé, ainsi que quatre des cinq spécialistes des programmes de population de l'ONU en poste en Afrique.

La réunion a examiné le programme de travail du Centre des programmes de population de la CEA et des autres organismes des Nations Unies dont l'activité s'étend à l'Afrique, afin de mettre au point une formule qui permette aux organismes des Nations Unies d'aborder dans une perspective coordonnée les problèmes de population dans la région.

La réunion a examiné les moyens de développer la coordination dans les domaines suivants:

(a) Collaboration en vue de l'exécution des programmes de travail de la CEA

Les participants ont recommandé que le programme de travail de la CEA soit communiqué aux organismes des Nations Unies, par l'entremise de leurs représentants à la réunion, afin d'en obtenir l'indication de leur intérêt pour des projets déterminés, qui pourraient faire l'objet de mesures de coopérations, y compris les programmes communs. Cet examen a eu lieu après la réunion et ses résultats sont présentés à l'annexe II du rapport sur celle-ci.

(b) Recherches et études

A cet égard, la CEA espère pouvoir s'assurer le concours de divers organismes dans l'exécution des projets pour lesquels ils ont manifesté leur intérêt, dès que ces projets en seront au stade de l'exécution.

Un nouveau projet qui vient d'être entrepris au titre des recherches et des études concerne l'établissement de deux types de monographies par pays:

- (i) Etudes générales sur les rapports entre le facteur population et le développement économique et social;
- (ii) étude de cas particuliers sur les rapports entre la dimension de la famille et les grossesses répétées d'une part et le bien-être et la santé de l'individu et de la famille d'autre part.

Le secrétariat de la CEA a entrepris d'établir ces monographies conformément aux vœux exprimés dans la résolution 230 (X) que la Conférence des Ministres de la CEA a adopté à sa première réunion tenue à Tunis en février 1971 (dixième session de la Commission).

Comme suite à cette résolution, la CEA a fait entreprendre sur dix pays (Algérie, Cameroun, Egypte, Ethiopie, Mali, Nigéria, République Unie de Tanzanie, Soudan, Tunisie, et Zaïre) des études générales et dans les pays suivants - Egypte, Ghana, Nigéria, Sénégal et Tunisie - des études de cas particuliers, qui ont été présentées et examinées à une séance spéciale de la Conférence africaine sur la population et à la première session de la Conférence des démographes africains, tenues à Accra (Ghana) en décembre 1971. A l'exception de la monographie sur le Mali, qui avait été rédigée par le Centre des programmes de population de la CEA, toutes ces études ont été établies par des consultants, qui vivaient dans les pays en question ou qui possédaient une connaissance intime des pays étudiés, tout en résident ailleurs au moment de la rédaction des études.

En raison du temps restreint dont disposait le secrétariat de la CEA, il n'a pu consulter comme il convient les autres organismes des Nations Unies au sujet des canevas établis à l'intention des auteurs de ces études; ces organismes ont toutefois fourni les projections utilisés dans les monographies. On saisit donc cette occasion pour communiquer aux participants le plan de ces monographies et pour leur demander leurs observations et conseils afin que le secrétariat puisse s'en inspirer en préparant les futures études à entreprendre.

Qu'il soit permis de mentionner ici que le secrétariat de la CEA se propose de poursuivre ces études jusqu'en 1974, en espérant qu'il existera alors une étude générale pour chaque pays africain et une étude d'un cas particulier pour la moitié des pays. Ces études doivent être un élément des moyens mis en oeuvre par la CEA pour faire comprendre toute l'importance des problèmes de population dans la région. Au fur et à mesure de leur achèvement, ces études seront présentées aux sessions bisannuelles de la Conférence des démographes africains et de la Conférence des planificateurs africains. On envisage

aussi de tenir en 1974 une réunion où des personnes chargées de définir les orientations fondamentales et d'élaborer les plans examineront ces études dans le cadre des activités organisées à l'occasion de l'Année mondiale de la population.

(c) Coopération technique

La dernière réunion a souligné la nécessité de la coopération inter-institutions dans ce domaine plus particulièrement en ce qui concerne l'organisation de missions dans les pays africains. On a insisté sur le rôle en matière de coordination à l'échelon national qui revenait au PNUD et aux spécialistes des programmes de population. A cet égard, il fallait se réjouir de la tenue, à Nairobi en avril 1974, d'une réunion qui avait été organisée par les spécialistes des programmes de population de toutes les organisations, qu'elles soient rattachées ou non à l'Organisation des Nations Unies. Les spécialistes des programmes de population voudront peut-être fournir des renseignements plus complets et informer les participants des résultats de cette réunion. Si d'autres activités de cet ordre ont eu lieu dans la région au cours des 12 derniers mois, la réunion serait heureuse d'en prendre connaissance.

La seule mission mixte, qui ait été préparée avec la participation de la CEA, n'a pas encore eu lieu. Il s'agit de l'envoi au Kenya d'une mission interinstitutions chargée d'étudier le chômage et de donner des avis à ce sujet. La CEA a aussi participé à la mission interinstitutions qui a visité Maurice l'année dernière.

(d) Formation

L'un des deux centres de formation dont on envisageait la création en Afrique au moment de la dernière réunion, a déjà commencé de fonctionner. Il s'agit de l'Institut régional pour l'étude de la population, créé à Accra (Ghana) pour les pays anglophones de la région. L'autre institut, celui de Yaoundé (Cameroun) qui est destiné aux pays d'expression française, commencera de fonctionner dès que son directeur aura été nommé. Comme dans le cas du centre de recherche de formation démographiques du Caire, on fera appel au concours qualifié des différents organisations en ce qui concerne à la fois le tenue de cours, par l'intermédiaire des comités consultatifs ou siègent les représentants de ces organisations, et l'emploi d'experts appartenant à ces organisations comme conférenciers en visite, chaque fois que cela sera nécessaire. La CEA acceptera avec plaisir que toutes ces organisations l'aident à recruter des candidats pour le second cours qui commence chaque année en octobre.

(e) Réunions

La collaboration s'est poursuivie dans ce domaine. La CEA était invitée à participer, en y apportant une contribution importante, à une réunion que l'OIT avait organisée dans le courant de l'année passée et à une autre réunion de l'UNESCO, mais, l'insuffisance des ressources disponibles n'a pas permis au secrétariat de participer à la réunion de l'UNESCO. Toutes les organisations des Nations Unies ont apporté

un concours important à l'organisation de la Conférence africaine sur la population et de la Conférence des démographes africains, tenues à Accra, en établissant des documents de base et en s'y faisant représenter.

Le Bureau régional de l'OIT envisage actuellement d'organiser dans un certain nombre de pays plusieurs séminaires pour informer les travailleurs et les dirigeants syndicalistes sur les questions relatives à la population; à cet effet, le Bureau régional a sollicité le concours du Centre des programmes de population de la CEA.

(f) Programme africain de recensements

Au titre de ce programme, l'Organisation des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire de la CEA, doit aider les pays africains à rassembler et à analyser les données démographiques nécessaires pour la planification du développement. Des missions d'études et d'orientation ont déjà visité près de 25 pays qui avaient demandé une assistance de l'ONU. L'Institut international de statistique prépare actuellement une entreprise analogue, l'enquête mondiale sur la fécondité; le Chef du Centre des programmes de la population de la CEA vient de mener des consultations concernant la coordination entre la CEA et l'Institut international de statistique pour éviter que l'exécution de ces projets en Afrique ne donne lieu à des activités faisant double emploi.

A cet égard on peut mentionner qu'à sa deuxième réunion tenue à Addis Abéba du 23 au 25 février 1972, le Groupe consultatif pour le Programme africain de recensements a estimé qu'à la demande des organismes des Nations Unies ou du gouvernement intéressé, le programme de recensements pourrait, au cours de certaines années et dans certains pays, être axé sur certaines questions particulières de population. Le Groupe est convenu que cette question devrait être exposée à la deuxième Réunion régionale de coordination interinstitutions sur la population.

Service d'information et de documentation

La CEA a continué de publier les "Informations sur la population en Afrique" ainsi que le bulletin intitulé le "African Census Programme Newsletter". Une version révisée du "Guide démographique de l'Afrique" vient aussi de paraître. On espère que les autres organisations fourniront à la CEA des renseignements sur leurs activités afin qu'elle puisse les publier dans les "Informations sur la population en Afrique", conformément à la recommandation présentée par la dernière réunion.

La dernière réunion a recommandé que la CEA publie une liste complète de tous les experts des problèmes de population et des disciplines connexes qui travaillent dans les pays africains. En raison d'autres obligations, et particulièrement de l'ampleur des travaux préparatoires à la Conférence africaine sur la population, il n'a pas été possible de donner suite à cette demande importante. Toutefois, le questionnaire qui doit être envoyé à toutes les organisations intéressées est maintenant prêt et les participants voudront peut-être présenter leurs observations à son sujet avant qu'il ne soit expédié.

(g) Attributions des spécialistes des programmes de population

A la dernière réunion, on a insisté sur le rôle qui revenait aux spécialistes des programmes de population qui assurent la liaison entre les différentes organisations soucieuses de collaboration et de coordination à l'échelon national. La réunion voudrait peut-être que les spécialistes des programmes de population lui fassent un exposé sur leurs activités dans ce domaine.

3. Questions découlant uniquement de la première réunion d'organisations non rattachées à l'ONU qui s'intéressent aux activités en matière de population menées en Afrique

A côté des questions abordées dans la section précédente du présent document et qui intéressent au même titre la réunion de coordination interinstitutions et la réunion d'organisations non rattachées à l'ONU, on exposera ci-après les questions qui découlent plus particulièrement de la dernière réunion des organisations non rattachées à l'ONU.

(a) Recherches et études

Au cours de la dernière réunion on avait souligné qu'il fallait faire en sorte que l'aide extérieure ne se concentre pas sur un petit nombre de pays seulement ni sur des sujets tels que les enquêtes CAP et les enquêtes sur la fécondité. On espère qu'au cours de l'année écoulée les organisations intéressées se sont efforcées de donner suite à cette recommandation.

Les participants ont estimé d'un commun accord que le rassemblement et la diffusion de renseignements sur les projets achevés, en cours et prévus, y compris dans le domaine de recherches et études, constituent une mesure essentielle pour la collaboration et la coopération. Les participants sont donc convenus que la CEA devrait étendre son activité à ce domaine; toutefois aucun progrès notable n'a été accompli à cet égard, la CEA n'ayant pas reçu de documentation à ce sujet. La réunion a aussi souligné qu'il fallait mettre en commun le personnel qualifié disponible dans les différents pays.

(b) Service d'information et de documentation

Les décisions adoptées au titre de cette question et les activités entreprises jusqu'à présent par la CEA sont les mêmes que celles qui ont été indiquées dans la section précédente.

(c) Coopération technique

L'importance de la coordination des activités techniques à l'échelon des pays a été souligné par des participants, de même que l'importance de systèmes analogues de coordination au sein des administrations nationales. Les différents représentants des organisations, en particulier les spécialistes des programmes de population, pourraient peut-être rendre compte des mesures appliquées pour atteindre ces objectifs dans les différents pays.

(d) Formation

Les participants à la dernière réunion ont instamment demandé aux organisations non rattachées à l'ONU d'appuyer les projets de recherche viables entrepris dans les centres de formation, qui complèteraient les programmes de recherche de l'ONU, et d'accorder leur aide aux experts nationaux en service dans ces centres. En Afrique, l'un des deux instituts vient de commencer de fonctionner à Accra (Ghana) et on espère qu'il bénéficiera d'un certain appui de la part des organisations non rattachées à l'ONU. Par le passé, le Conseil de la population avait déjà fourni un appui financier au centre de formation de recherche et démographiques du Caire et l'ONU lui en est extrêmement reconnaissante; elle espère que les organisations dont l'activité s'étend à l'Afrique contribueront aussi à la formation de personnel local dans les nouveaux établissements créés par l'ONU et à cet égard, les organisations qui mettent à la disposition de candidats africains des bourses de perfectionnement, pourraient envisager d'orienter ces candidats non seulement vers des établissements étrangers, mais aussi vers les centres de la région qui offrent un enseignement analogue.

(e) Réunions

La CEA reconnaissante aux organisations non reliées à l'ONU du concours qu'elles lui ont apporté jusqu'à présent pour ses réunions en y participant ou en organisant certaines réunions telles que le Séminaire sur les statistiques de population et l'utilisation des ordinateurs particulièrement pour la recherche, qui est organisé dans la République fédérale d'Allemagne séparément pour les pays d'expression française et les pays d'expression anglaise. De même, le secrétariat apprécie hautement la participation de différentes organisations à l'organisation de la Conférence africaine sur la population, et en particulier la contribution de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population, de la Fédération internationale pour le planning familial et de la Fondation Ford. On espère pouvoir renforcer au cours des prochaines années les arrangements existants concernant l'échange entre les différentes organisations de renseignements sur les réunions.

4. Questions découlant de la sixième session du Sous-Comité de la population du Comité administratif de coordination (CAC)

Du 28 février au 1er mars 1972, le Sous-Comité de la population du Comité administratif de coordination (CAC) a tenu à Genève sa sixième session où étaient représentés la Division de la population du Secrétariat de l'ONU, le Bureau des affaires inter-institutions, la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, la Commission économique pour l'Amérique latine, le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, l'Organisation internationale Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, ..

la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. On résume ci-après la discussion sur les questions intéressant tout particulièrement la coordination régionale.

Il a été noté que l'orientation des travaux du Sous-Comité s'était modifiée de proche en proche et que l'on accordait maintenant une moins grande importance à la préoccupation initiale du sous-comité, à savoir harmoniser les activités compte tenu du mandat des organisations membres, et une plus grande à l'examen systématique des programmes communs, aux arrangements de coopération et aux mesures nécessaires pour leur mise en oeuvre. Cette évolution a en particulier rendu nécessaire une participation plus étroite des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth aux travaux du Sous-Comité.

Il paraît toutefois que les difficultés d'ordre financier et autres que l'on avait éprouvées au départ à organiser la représentation des commissions économiques régionales et du Bureau aux réunions du Sous-Comité, ont été surmontées jusqu'à un certain degré. Certains problèmes se posent encore en ce qui concerne l'ouverture des crédits nécessaires pour permettre aux institutions spécialisées, aux commissions économiques régionales et au Bureau de participer aux activités du groupe de travail des projections démographiques, participation qui est en particulier indispensable pour les préparatifs en vue du Congrès mondial de la population de 1974.

Le Sous-Comité a recommandé que la déclaration ci-après sur les différentes conceptions touchant l'organisation à l'échelon local des services de planification de la famille soit transmise au Comité préparatoire du CAC pour qu'il l'examine en vue de l'inclusion dans le rapport du CAC.

Le Sous-Comité de la population tient à appeler l'attention sur le problème qui se pose à un grand nombre de pays en voie de développement qui souhaitent que les services de planification de la famille atteignent progressivement la majeure partie de la population et sur la nécessité de concevoir à cet effet des systèmes de communication convenables.

(a) Un élément qui est indispensable pour la réussite d'un programme est l'existence de voies appropriées qui permettent de fournir certains services en matière de planification de la famille à la majorité des personnes en âge de reproduction. A l'heure actuelle, les moyens de communications existants ne touchent qu'une faible proportion de la population et leur extension, dans toute l'ampleur nécessaire, constitue une tâche énorme.

(b) Il est dès à présent généralement admis que le rattachement des services de planification de la famille aux services élémentaires d'hygiène maternelle et infantile, constitue une méthode particulièrement utile pour l'organisation des services extérieurs. Etant donné les défauts des rouages existants, la solution peut consister en une

vaste extension des services élémentaires et indispensables qu'assure un personnel auxiliaire recruté et formé dans les provinces ou dans les districts. Pour tirer le meilleur parti de ces services, il faut les coordonner convenablement à tous les niveaux, et particulièrement au niveau intermédiaire, avec les services de santé nécessaires pour l'application de méthodes modernes de planification de la famille. Aussi faut-il concevoir un modèle de service qui permette de toucher la grande masse de la population en utilisant les effectifs relativement restreints de personnel spécialisé plus exclusivement pour des tâches de direction et de supervision.

(c) Si les services généraux de la santé, en ce qui concerne plus particulièrement l'hygiène maternelle et infantile, doivent demeurer le principal élément pour l'organisation des services de planification de la famille, il est absolument indispensable que les pays intéressés mobilisent en même temps toutes les ressources disponibles pour appuyer ou stimuler les activités relatives à la planification de la famille, y compris les questions d'information et d'encouragement, que permettent d'aborder les programmes d'instruction et d'alphabétisation destinés aux femmes, les services de vulgarisation dans le domaine de l'agriculture et dans celui de l'économie domestique, le développement communautaire, le service social industriel, l'éducation scolaire et extra-scolaire, les services d'action sociale, les organes d'information et l'activité des institutions bénévoles non gouvernementales.

(d) On reconnaît que la situation varie largement selon les pays et que chaque pays devra lui-même rechercher la solution à ses propres problèmes. Cet exercice nécessitera le recours à différentes conceptions nouvelles et à des expériences approfondies ayant pour objet de déterminer la formule qui convienne le mieux à l'organisation de la planification de la famille et des services d'appui connexes et qui soit acceptable pour une proportion aussi élevée que possible de la population.

(e) Il convient de souligner que cet ensemble de problème doit être considéré comme nécessitant des efforts à long terme et qu'il faudra des années pour mettre en place l'infrastructure nécessaire pour orienter et fournir la documentation et les services requis.

Le Sous-Comité a reconnu qu'il fallait d'urgence regrouper les renseignements concernant les programmes démographiques que les différentes organisations envisagent d'entreprendre au niveau de leur siège ou de leurs organes régionaux. Cette constatation s'applique en particulier à la documentation présentée à la Commission de la population. Il a été signalé qu'à sa seizième session, la Commission de la population avait été saisie de rapports séparés sur le programme de travail établis par tous les organismes des Nations Unies et par les commissions économiques régionales. La Division de la population du Secrétariat de l'ONU a été prié d'examiner la possibilité de présenter à la Commission un rapport de synthèse sur le programme de travail de tous les organismes des Nations Unies, afin de faciliter son activité.

La coordination inter-institutions à l'échelon régional a été examinée et les organismes se sont déclarés satisfaits des dispositions en vigueur, en indiquant certains moyens qui permettraient d'améliorer les règles applicables aux consultations initiales. Il a été signalé que dans la région du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, différents organismes finançaient des postes pour des projets déterminés dans le domaine de la population et que dans la région de la CEA on comptait un certain nombre de projets intéressant plusieurs institutions dont la coordination se faisait par l'intermédiaire des réunions des organismes des Nations Unies et des organismes intéressés non rattachés à l'ONU. On a appelé spécialement l'attention sur les dispositions prises en vue du Programme africain de recensements. L'Organisation mondiale de la santé était en contact permanent avec la CEA et la CEAE et encourageait l'idée selon laquelle les projets régionaux intéressant plusieurs institutions devaient être examinés lors des réunions inter-institutions qui permettraient un échange de documentation sur les activités d'intérêt mutuel. Dans la région de la CEAE on a pris des dispositions spéciales pour les projets de coopération intéressant plusieurs institutions dont la 'deuxième' Conférence asiatique de la population, à laquelle tous les organismes apporteront leur contribution. Si dans la région européenne il n'existe pas de mécanisme particulier pour la coopération inter-institutions, l'implantation du siège de certains organismes a en fait facilité l'instauration de rapports de travail efficaces avec la Commission économique pour l'Europe. Grâce à ce dispositif de coopération, certains projets importants ont été entrepris dans le domaine des statistiques de population et de la recherche démographique.

Le Sous-Comité a estimé qu'il fallait déployer des efforts soutenus pour améliorer à l'échelon des pays la coordination entre les organismes des Nations Unies. Il faudrait s'employer de toutes ses forces à aider les gouvernements à mettre en place leurs propres rouages de coordination. En même temps on estime qu'il est absolument indispensable que les organismes des Nations Unies qui s'intéressent à ce domaine fasse en sorte d'utiliser mieux que par le passé les mécanismes de programmation du PNUD. Ce point revête une importance particulière dans le cadre de la programmation par pays qui fait dès à présent partie intégrante des opérations du PNUD à l'échelon national.

Il appert que la perspective dans laquelle il faut envisager la coordination à l'échelon national variera d'un pays à l'autre et qu'elle dépendra aussi, dans une large mesure, des mécanismes de coordination existant dans les pays mêmes. Certains pays ont leurs propres mécanismes chargés de coordonner les apports de l'aide extérieure et ils déterminent très souvent au préalable le genre d'assistance que les organismes des Nations Unies pourraient leur fournir. Il est reconnu qu'il faut mettre tout en oeuvre pour intégrer ces apports, particulièrement ceux en provenance du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, dans un programme d'ensemble dont l'élaboration se fera au moyen de la programmation par pays.

Il a été convenu que l'Organisation des Nations Unies établira un premier projet de la version révisée d'un document sur la coordination entre les organismes des Nations Unies dans le domaine de la population et on a estimé qu'à cet effet les institutions intéressées voudront peut-être détacher pendant de courtes périodes de temps des fonctionnaires compétents qui apporteront leur concours à la Division de la population et l'aideraient dans l'exécution de cette tâche. Le projet sera présenté au Sous-Comité pour examen à sa septième session.

Etant donné l'importance fondamentale des projections destinées au Congrès mondial de la population de 1974, le Sous-Comité a recommandé que la Division de la population examine les moyens de mobiliser les ressources financières nécessaires pour permettre la participation effective de toutes les institutions intéressées et des commissions économiques régionales.

Le Sous-Comité a estimé d'un commun accord qu'il fallait retirer tous les avantages possibles des moyens et services existant sur le plan régional en élaborant et en exécutant le projet concernant l'institut mondial de la population.